DÉBRAYAGES HIER DANS PLUSIEURS USINES

contre la répression qui frappe les Algériens

Plusieurs débrayages de solidarité se sont déroulés hier dans un certain nombre d'usines et de chantiers de la région parisienne.

◆ A BOULOGNE, les métallos de chez Dassault (horaires) ont arrêté le travail à 95 % pendant un quart d'heure. Une résolution a été portée par une délégation.

◆ A SAINT-OUEN, les communaux ont débrayé de 13 h 30 à 14 h 30. A l'issue d'une prise de parole, une résolution a été portée au ministère de l'Intérieur, au commissariat et à la mairie.

◆ A LA COURNEUVE, débrayage d'une heure sur le chantier des Grands Travaux de l'Est. Le mouvement a été suivi par l'ensemble des 400 travailleurs. Une meeting s'est déroulé devant les bureaux de la direction et une délégation envoyée à la mairie.

◆ DANS LE 18e, arrêt de travail d'un quart d'heure à la SGTPB, rue Milton.

◆ DANS LE 10e, débrayage d'une heure à 100 % à l'entreprise Schwartz-Haumont (chantier bd Murat).

◆ A MONTREUIL, chez Lauboeuf (section fer), débrayage d'une heure à 100 %.

◆ A AUBERVILLIERS, une heure d'arrêt de travail à 100 % chez Ithier (papier-carton) et délégation au ministère de l'Intérieur.

◆ A BOBIGNY, les communaux ont débrayé à 17 heures.

◆ A BEZONS, le personnel communal a débrayé de 17 h à 17 h. 30.

◆ CHEZ RENAULT, à l'appel de la CGT, de la CFTC et de FO, débrayage d'une demi-heure à 90 % aux services sociaux du comité d'entreprise.

◆ A BAGNEUX, arrêt de travail à la Thomson. Le personnel communal, pour sa part, a observé un débrayage d'une demi-heure.

◆ A SAINT-MAUR, les professeurs du lycée Marcelin-Berthelot ont retardé l'entrée en classe d'un quart d'heure, tenu une réunion et voté une motion.

Protestation C.G.T., C.F.T.C., F.O. à la SAVIEM (Saint-Ouen)

A SAINT-OUEN, délégations à la mairie des travailleurs de l'entreprise Lavalette après un rassemblement, de chez Ricci et de l'entreprise Ferrodo. L'Alathom a envoyé trois délégations et le Comité de paix a tenu deux réunions. Bernard-Moteurs a envoyé une délégation à l'Elysée. Prise de parole chez Sirugue et résolution commune CGT, CFTC, FO à la SAVIEM. Dans cette usine, le texte a été envoyé à l'Elysée, à Matignon, à la préfecture de police et en délégation à la mairie. Protestation et délégation des habitants du quartier Victor-Hugo.

Démarche commune des syndicats C.G.T. et C.F.T.C. de la Thomson (Gennevilliers)

● A GENNEVILLIERS, les sections syndicales CGT et CFTC de la Thomson ont effectué une démarche commune auprès de la direction pour lui demander d'intervenir afin de savoir ce que sont devenus quatre Algériens absents à leur travail. La direction a refusé. CGT et CFTC ont adressé une protestation commune à l'Elysée.

A la centrale électrique de Gennevilliers, une pétition commune a été signée par la CGT et GNC. 34 instituteurs ont signé une lettre dans laquelle ils déclarent qu'ils cesseront les cours du soir auxquels assistaient de nombreux Algériens, afin qu'ils ne tombent pas dans les rafles.

Un jeune travailleur tué en Algérie — Ses camarades de l'entreprise U.M.L. à La Courneuve débrayent à 80 %

A La Courneuve, les travailleurs de l'entreprise U.M.L. ont débrayé mardi, à 16 heures, dans la proportion de 80 %, à l'occasion des obsèques d'un de leurs jeunes camarades tué en Algérie. Ils ont également collecté une somme de 34.621 francs.

● A ASNIÈRES, les trois sections syndicales CGT de la Thomson ont adressé une lettre de protestation à l'Elysée. Elles ont également demandé à la direction d'intervenir auprès des pouvoirs publics afin de savoir où se trouvent trois Algériens de l'usine qui n'étaient pas présents à leur travail. Les communistes de la Thomson font signer, en outre, le texte d'une lettre.

● AU LYCEE CARNOT, dans le 17e arrondissement, un groupe de 17 professeurs a signé un texte de protestation qui continue à circuler.

Pétition C.G.T., CF.T.C., F.O. à la Sécurité Sociale rue de Dunkerque

A Paris, dans le 9e arrondissement, à la caisse centrale de Sécurité sociale, rue de Dunkerque (service gestion), une pétition commune CGT, CFTC, FO, qui circule dans les services, sera envoyée à l'Elysée.

■ A Gentilly les employés communaux ont débrayé une heure. Une motion a été envoyée à de Gaulle.

■ A Neuilly-sur-Seine les ouvriers de l'entreprise ECCI du chantier avenue Sainte Foy ont débrayé et adopté une résolution protestant contre les brutalités policières.

Plusieurs centaines de travailleurs de chez Renault en délégation à la mairie de Boulogne

Premier bilan de la protestation chez Renault : 3 000 signatures ont été recueillies sur la liste de pétition mise en circulation par la CGT.

Plusieurs centaines de travailleurs parmi lesquels des militants CFTC se sont rendus à la mairie de Boulogne en manifestant aux cris de « *l'air en Algérie* », « *Le fascisme ne passera pas* ». Les représentants de seize entreprises participaient à cette délégation.

Le personnel du Comité d'établissement Renault a débrayé une demi-heure à 98 % à l'appel des sections syndicales CGT, CFTC et FO.

D'autre part, dès 6 heures du matin, la section de notre Parti a fait distribuer un tract aux portes de l'usine. A midi, les communistes ont organisé également une prise de parole place Nationale. Une résolution a été adoptée qui a été envoyée à l'Elysée.

Délégation du Secours Populaire au ministère de l'Intérieur

Une délégation de la Fédération de la Seine du Secours Populaire Français conduite par le docteur Vidal-Naquet, Lucien Mmjauvis, du bureau des syndicats C.G.T. de la Seine, le pasteur Walter, Louise Cadoret et plusieurs membres de l'association se sont rendus hier au ministère de l'Intérieur pour protester contre les violences dont les manifestants ont été victimes. Ils ont demandé en outre l'abrogation des mesures répressives.

Plusieurs personnes se sont rendues hier au siège du Secours Populaire afin de proposer une solidarité matérielle. A ce propos, le Secours Populaire rappelle qu'on peut verser au C.C.P. Geneviève Laure, No 16.451.46.

La CGT : *Organiser des protestations et des actions de masse pour réprouver les violences du 17 octobre*

Le Bureau Confédéral de la CGT a publié hier soir le communiqué suivant :

« Les manifestations de dizaines de milliers de travailleurs algériens qui se sont déroulées le 17 octobre à Paris et dans sa banlieue constituent un nouvel et tragique épisode de la guerre qui se poursuit en Algérie depuis sept ans. Elles démontrent la ferme volonté de l'ensemble du peuple algérien d'obtenir son indépendance.

« Elles illustrent également les moyens brutaux, inhumains employés pour tenter de venir à bout de cette volonté du peuple algérien.

« Les manifestants algériens exprimaient pacifiquement leur protestation contre les brimades, le régime exceptionnel qui leur est imposé, les violences dont ils sont quotidiennement les victimes, comme l'assassinat de trois jeunes travailleurs de chez Renault, signalé et dénoncé par les syndicats de cette entreprise. Contre eux, les forces de police ont agi avec une brutalité qui creuse le fossé entre le peuple français et le peuple algérien.

« Des morts et de nombreux blessés témoignent de cette violence, alors que les services officiels, eux-mêmes, doivent reconnaître qu'aucun des agents blessés ne l'a été par balle. Onze mille Algériens ont été arrêtés et l'on peut être inquiet sur le sort qui leur est réservé.

« Si l'on rapproche ce qui s'est passé à Paris et ce qui se passe dans les villes d'Algérie, où chaque jour les ultras donnent libre cours aux ratonnades et à leurs excès racistes, le peuple français ne peut manquer d'exprimer son inquiétude, étant donné que de tels actes font le jeu des factieux et plastiqueurs de l'OAS et que les mesures qui pourraient y mettre un terme ne sont pas prises.

« Le Bureau Confédéral, qui a toujours considéré légitime l'aspiration du peuple algérien à son indépendance, exprime sa réprobation indignée des actes commis contre eux et des mesures discriminatoires contre quoi protestaient les manifestants du 17 octobre.

« Il demande la libération des emprisonnés et internés, l'arrêt des expulsions et la suppression des mesures particulières frappant les Algériens.

« Le Bureau Confédéral adresse ses félicitations aux travailleurs et organisations qui, dans les circonstances actuelles, ont pris résolument la défense de leurs frères algériens, comme aux usines Renault et dans d'autres entreprises.

« Il demande aux militants et syndicats confédérés d'organiser dans les entreprises et les localités des protestations et des actions de masse pour réprouver les violences du 17 octobre, affirmer leur solidarité avec les travailleurs algériens, les soutenir contre les brimades et de s'opposer à tout licenciement.

« Le Bureau Confédéral considère que la manifestation du 17 octobre illustre, à nouveau l'urgence d'en finir avec la guerre d'Algérie et de reprendre les négociations avec le G.P.R.A. avec la volonté d'aboutir en acceptant la seule solution possible : la reconnaissance réelle de l'autodétermination, du droit à l'indépendance, de l'intégrité territoriale.

« Le Bureau Confédéral rappelle que récemment il a renouvelé ses propositions d'unité d'action aux autres organisations syndicales pour donner plus d'ampleur à la lutte ouvrière, pour imposer cette solution. Il n'a pas dépendu de lui que se réalise l'union. Mais il rappelle que la lutte indispensable pour la paix en Algérie est une tâche urgente et que la classe ouvrière ne saurait faire dépendre son action unie des réticences à l'unité.

« Partout, dans les entreprises et les localités, les organisations confédérées doivent en prendre l'initiative et mener le combat avec ardeur et dans l'unité. Les événements qui ont marqué la manifestation du 17 octobre en rappellent l'importance et l'urgence. »

L'U.D.-C.G.T. de la Seine : « Solidarité active et fraternelle à l'égard des travailleurs algériens »

Dans un communiqué, le Bureau de l'Union des Syndicats C.G.T. de la Seine « proteste contre la répression violente des forces policières à l'égard des travailleurs algériens. »

Le Bureau exprime ensuite « sa solidarité active et fraternelle à l'égard des travailleurs algériens et s'incline devant les morts victimes de la cruelle répression ».

Il relève, comme il l'a déjà fait le 6 octobre, et « aujourd'hui avec plus de force encore, la levée immédiate des mesures prises par le préfet de police empêchant les Algériens de circuler, leur imposant le couvre-feu ».

Le Bureau de l'U.D.-C.G.T déclare en outre qu'« il a renouvelé ses propositions de rencontre immédiate avec les autres organisations syndicales départementales ».

La Fédération des Métaux C.G.T.

Elle appelle, dans un communiqué, toutes ses organisations « à agir à l'exemple du syndicat Renault afin que les métallurgistes de France manifestent à leurs camarades algériens leur fraternelle solidarité, pour qu'ils s'élèvent fortement contre la répression, pour que soient rapportées toutes les mesures telles que le couvre-feu ».

(Suite de nos informations en page [illegible])

---

30 000 manifestants, trois morts, soixante-quatre blessés, 11.538 arrestations. Tel est le bilan officiellement dressé hier par le Conseil des ministres à la suite des manifestations de mardi soir. Nous ne pensons pas ces chiffres à notre compte. A bien des égards, ils nous semblent sujets à caution comme nous le montrons par ailleurs. A eux seuls cependant ils soulignent l'ampleur, la puissance de la démonstration du 17 octobre. Et cette ampleur vaut qu'on s'y arrête. Sept mille policiers se trouvaient dans les rues. Depuis plusieurs jours, rafles, arrestations, expulsions se succèdent parmi les Algériens. Si la répression n'a pas commencé hier, hélas ! elle a connu depuis quelques semaines une aggravation marquée. « Pour un coup, nous en rendrons dix », a déclaré le préfet de police Papon. Et pour faciliter les opérations policières, pour — c'est Terrenoire qui l'a dit hier — entraver l'activité des militants algériens, on a décidé le couvre-feu.

Malgré cet immense effort, malgré les dispositions sans cesse plus dures prises par le gouvernement, des dizaines de milliers d'Algériens se sont rassemblés et ont défilé plusieurs heures durant dans Paris. Qu'est-ce à dire sinon que le mouvement qui a fait se lever l'Algérie pour son indépendance est bien celui du peuple entier ? Qu'est-ce à dire sinon que tous les Algériens veulent vivre d'une autre vie que celle d'un peuple colonisé ?

A cette remarque essentielle devraient s'en ajouter bien d'autres. Mais on sait que sous le régime gaulliste la liberté de la presse n'existe pas. La portée de l'événement de mardi soir est soulignée par le caractère pacifique des défilés. Aucun témoignage, absolument aucun, ne s'inscrit contre cette constatation. Seules les déclarations officielles prétendent le contraire. Mais tous ceux qui ont vu passer les manifestations ont vu des cortèges calmes, scandant parfois des mots d'ordre et parfois cheminant en silence. Ils ont vu des femmes et des enfants. Nulle part ils ne signalent une agressivité quelconque de la part des manifestants. Et l'on viendrait dire maintenant que ceux-ci ont tiré ?

Si cela s'était produit, des policiers auraient été atteints. Or une dépêche de l'agence France-Presse assure qu'aucun membre de la police n'a été blessé par balles. Sans doute, Terrenoire a-t-il donné une autre version. Mais la dépêche de l'A.F.P. se présente sous la forme d'un bilan de la nuit. Elle a été diffusée au début de la matinée de mercredi, c'est-à-dire à une heure où l'agence avait pu vérifier — et on devine à quelles sources ! — les nouvelles qu'elle s'apprêtait à donner. L'aveu est indiscutable.

Par contre les morts algériens — combien sont-ils ? — disent qu'il a ouvert le feu sur un défilé pacifique — si pacifique qu'à l'Opéra après avoir parlementé un instant avec les officiers de police, les manifestants refluèrent en bon ordre sans chercher le moins du monde à briser le barrage. Et le nombre des arrestations montre la rigueur de la répression : « Jamais la police n'a arrêté autant de monde dans la région parisienne », a dit le ministre Terrenoire qui n'a pas craint d'ajouter : « On a eu l'impression que les « pauvres bougres » ne demandaient pas mieux que d'être emmenés au poste... »

Le poste, en l'occurrence, c'est le Palais des Sports, le stade Coubertin et auparavant — comme nous en avons été témoins — le trottoir ensanglanté du boulevard Poissonnière.

La leçon à tirer des manifestations de mardi, la seule, est qu'il faut immédiatement négocier la paix avec le GPRA. La force ne peut rien contre un peuple résolu à acquérir sa liberté.

Et ce n'est pas en confiant à Papon quelques escadrons de gendarmes mobiles et quelques compagnies de CRS de plus que l'on résoudra quoi que soit. Il faut faire la paix — et non pas affirmer — mercredi matin ! — que « le FLN éprouve probablement une perte d'influence » comme l'a fait le porte-parole du gouvernement à l'issue du Conseil des ministres. Quant à dire que le FLN porte la responsabilité des « ratonnades » d'Oran ou des « sanglants incidents » de Paris, ainsi que Jacques Fauvet l'écrit dans Le Monde — c'est refuser de voir la réalité, les faits, et la situation où nous conduit le refus gaulliste d'une négociation véritable. La guerre d'Algérie aura bientôt duré autant sous le système actuel que sous le régime précédent. Elle offre au fascisme des moyens d'action que la paix lui ravirait. Mais le gouvernement de de Gaulle met les membres de l'OAS au régime politique et les Algériens au Palais des Sports avant de les expulser. Le ménager si peu que ce soit revient en définitive à aider à la dégradation des libertés. La paix en Algérie est nécessaire, urgente, vitale : on ne l'obtiendra qu'en l'imposant.

Laurent SALINI.

LA PUISSANCE DES MANIFESTATIONS DE MARDI SOIR D'APRÈS LES CHIFFRES DU GOUVERNEMENT

11.538 arrestations pour 30.000 manifestants

LES puissantes manifestations de travailleurs algériens, mardi soir, connaissent un immense retentissement. Dans un communiqué que nous publions en première page, le Bureau Politique du Parti Communiste Français souligne qu'elles « constituent un événement politique d'une importance exceptionnelle ».

C'est ainsi ce que tentent de masquer [illegible] les services officiels et les journaux de la presse [illegible] grande qui, hier, dans [illegible], de contradictions d'ailleurs [illegible] « démente » et [illegible] les contre-vérités.

Nous publions par ailleurs les manifestations principales. Rappelons que les Points de la Défense [illegible] sur les Grands Boulevards, sur les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, [illegible] importantes aux Champs-Elysées et à l'Etoile, [illegible] groupé par milliers les travailleurs algériens, leurs femmes, leurs enfants, pour protester contre le couvre-feu à 20 h. 30 et le régime inadmissible qui leur est imposé.

Le chiffre de 30.000 manifestants qui a été avancé hier, est indiscutable de la vérité. Le gouvernement annonce officiellement 30 000.

Sur le caractère de ces manifestations, aucun doute n'est possible malgré les affirmations de la préfecture de police et de certains journaux.

Selon la préfecture, « des enlèvements sérieux se sont produits notamment avenue de Neuilly, boulevard Saint-Germain et sur les Grands Boulevards. Au cours de ces opérations, des coups de feu ont été tirés contre les membres du service d'ordre qui lui riposte ».

Mais une dépêche de l'AFP, entre autres choses, vient démentir l'allégation.

Le « Figaro », d'ailleurs, écrit : « Une enquête a été ouverte par la police municipale pour tenter de déterminer l'origine du feu d'ordre auquel les manifestants répondaient, mais d'ordre qui précisait, croit-on savoir, qu'aucun des manifestants pacifiques devaient être organisées sur l'avenue des Champs-Elysées, à la Concorde et sur les grands boulevards ».

De Paris-Jour » :

« 20 h. 45. Les Algériens, au nombre de plusieurs milliers, qui s'étaient assemblés à la République, descendent les Grands Boulevards en direction de l'Opéra. Ils occupent la moitié de la chaussée. Ils tapent des mains, scandent des slogans... La circulation automobile est interrompue. Une des rares automobiles qui passent scande « Algérie française » sans provoquer d'incident.

« France-soir », de son côté, écrit du défilé boulevard Montmartre : « En passant devant les cafés, certains responsables conseillent aux débitants de vendre les terrasses, mais disent de ne pas s'affoler. » Ce que confirme « Paris-presse ».

Les récits de la fusillade du boulevard Bonne-Nouvelle illustrent d'ailleurs la manière dont certains journaux rapportent les faits.

L'Aurore écrit : « Des coups de feu claquent... D'après les premiers témoignages on apprend qu'ici aussi c'est un meneur du F.L.N. qui a tiré le premier. Les forces de l'ordre n'ont fait que riposter ».

Ce que France-soir en particulier dément. Voici le récit qu'il fait de la scène :

« Boulevard Bonne-Nouvelle, ce fut la tragédie. Dans le flot des voitures qui n'avaient pas réussi à tourner dans les rues voisines et qui étaient bloquées, il y avait un car de police, vide. Le chauffeur était seul à son volant.

« J'ai vu, raconte un témoin, le conducteur descendre de son siège. Il était blême. Il avait son pistolet à la main. Effrayé par la masse hurlante qui avançait, dans un [illegible], il cria :

« Le premier qui avance, je fais feu ! »

« Les manifestants, nullement intimidés, continuèrent à avancer. Le policier a tiré deux coups en l'air. Puis il a fait feu vers les manifestants. »

« En entendant les coups de feu, des policiers cagoulés, portant le gilet pare-balles, sont accourus. Ils ont à leur tour tiré une vingtaine de coups de feu.

Ce qui est suffisant pour infliger le démenti le plus cinglant à l'Aurore. Mais ce qui est insuffisant par rapport à la vérité.

Voici ce que nos rédacteurs ont vu :

Revenant de l'Opéra (nous donnons par ailleurs le récit de la rencontre policiers-manifestants à l'Opéra) le cortège redescendait [illegible] point de départ : la place [illegible]. Les manifestants [illegible] dans un ordre qui fut toujours respecté, marchaient sur le trottoir et la partie droite de la chaussée en scandant « *Algérie - Algérienne* », « *Racistes au poteau* » et « *Libérez Ben Bella* ». Quelques secondes avant l'arrivée de la tête du cortège devant le « Rex » les deux policiers qui étaient de garde s'étaient retirés derrière les portes vitrées du cinéma. Les manifestants les ont vus mais ne les ont nullement inquiétés.

Un peu plus loin, en face de la piscine « Neptuna » un car de police stationnait.

Arrivés à dix mètres du car les manifestants, comme à l'Opéra, sur un signe de leurs dirigeants s'étaient arrêtés. A aucun moment ils n'ont menacé les policiers. C'est alors que le chauffeur du car, nu tête, est descendu de son siège. Il s'est placé devant les Algériens, qui n'avaient pas bougé, et a tiré un coup de feu en l'air. Tous les policiers sont descendus et ont tiré dans la foule, très dense.

Des Français sont venus en aide aux blessés algériens

Quand la fusillade s'arrêta, sept personnes, criant de douleur, étaient étendues sur le trottoir. Les C.R.S. matraquaient vers le « Rex » et à la sortie des immeubles où des Algériens s'étaient réfugiés. Quelques minutes après, tous les policiers sont partis, abandonnant les blessés. Des Français se sont alors approchés et — geste humain et combien réconfortant dans cette atmosphère ! — ont emmené plusieurs blessés à l'hôpital ou chez eux.

« L'Aurore » écrit : « L'un des meneurs tira alors une rafale de mitraillette, blessant deux harkis. Cinq agents, en état de légitime défense, ripostent. Deux musulmans sont tués. »

Le harki tira, tuant un garçon de 15 ans

Et voici « l'état de légitime défense » comme le rapporte le rédacteur de « France-soir » :

« Le premier gros choc s'est produit au pont de Neuilly. C'est là que le service d'ordre attendait l'immense colonne qui descendait de Nanterre, de la Défense, vers l'Etoile.

— Ils débouchaient de tous les côtés, raconte un témoin. Les femmes et les enfants, dans chaque groupe, marchaient devant les hommes. Une fourgonnette est arrêtée, bondée de femmes et de jeunes. Un musulman en est descendu, sous la menace d'un harki. Le F.L.N. tenta brusquement de saisir sa mitraillette. Le harki (police supplétive musulmane) tira, tuant un garçon de 15 ans. Alors, ceux qui étaient déjà arrêtés, rassemblés, les mains en l'air, sont intervenus. Il était 20 h. 15. La fusillade dura une trentaine de minutes. »

La simple confrontation des textes prend la main dans le sac les contrefacteurs systématiques.

UN PORTE-PAROLE DU G.P.R.A. :

« Les manifestations ne sont pas dirigées contre le peuple français mais contre le colonialisme »

Un porte-parole du ministère de l'Information du G.P.R.A. a fait, hier soir, la déclaration suivante, que nous reproduisons, selon l'agence U.P.I. :

« *De puissantes manifestations algériennes viennent de se dérouler la nuit dernière à Paris, au cœur de la capitale française. Plus de trente mille Algériens, souvent accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, venus de tous les quartiers de Paris et des banlieues, ont manifesté cinq heures durant malgré le déploiement extraordinaire de tout l'appareil policier parisien.*

Cette manifestation a été organisée, dirigée et contrôlée par le F.L.N. en dépit des provocations, des brutalités, des fusillades de la police française, la manifestation a gardé de bout en bout son caractère pacifique et cela de l'aveu même des autorités françaises.

Nos compatriotes, travailleurs immigrés, ont tenu à protester contre la répression de style nazi qui s'abat quotidiennement sur eux et notamment contre les mesures discriminatoires récemment renforcées. A cette occasion, ils ont tenu, en outre, à apporter leur soutien total aux mots d'ordre du G.P.R.A. lancés en vue de la journée nationale du 1er novembre pour l'indépendance de l'Algérie, pour le respect de son intégrité territoriale, pour la négociation immédiate entre le gouvernement français et le G.P.R.A.

A cette action pacifique, le gouvernement français a répondu par des représailles collectives qui se sont traduites déjà par plus de douze mille arrestations.

Ces manifestations de masse, qui répondent aux glorieuses journées de décembre 1960 et de juillet 1961, prouvent une fois de plus la maturité et l'unité de notre peuple.

Les travailleurs algériens en France, comme tous les Algériens des villes et des campagnes qui luttent sur le sol national, démontrent leur volonté inébranlable de poursuivre le combat jusqu'à la libération totale de l'Algérie.

Ces manifestations ne sont pas dirigées contre le peuple français, mais contre le système colonial et ses honteuses pratiques racistes qui s'accentuent en Algérie comme en France.

Puisse le peuple français comprendre enfin que son intérêt rejoint celui du peuple algérien et qu'il doit renforcer sa lutte pour imposer une négociation sérieuse. »

Les élus communistes à l'Hôtel de Ville :

SANCTIONS CONTRE LES CHEFS DE LA POLICE QUI ONT ORDONNÉ D'OUVRIR LE FEU

UNE délégation des élus communistes à l'Hôtel de Ville de Paris, composée de Raymond Barbet, Raymond Bossus, Georges Valbon, René Theirain, Maurice Collin et Robert Francotte, a été reçue hier après-midi par M. Massot, chef du cabinet du préfet de la Seine, auquel elle a remis le texte d'une question écrite relative aux événements de mardi soir.

Ils demandent au préfet de la Seine « d'intervenir de toute urgence auprès du gouvernement pour que soient rapportées les mesures de couvre-feu imposées aux travailleurs algériens et à leurs familles, la levée de toutes les arrestations opérées ».

Ils lui demandent également d'intervenir auprès du ministre de l'Intérieur « pour que des sanctions soient prises contre les chefs de la police ayant ordonné d'ouvrir le feu contre les rassemblements pacifiques du 17 octobre ».

Dans ce texte, les élus communistes, rappelant leurs précédentes protestations « contre les mesures de police prises à l'encontre des résidents algériens de la région parisienne », « protestent avec la plus extrême vigueur contre une organisation de la répression qui pourra s'exercer demain contre les travailleurs, les démocrates français eux-mêmes ».

Un policier revolver au poing fouille un sénateur algérien

Lundi soir à 19 h. 45, un sénateur algérien, M. Abdelkrim Sadi contemplait une vitrine lorsqu'un brigadier de police l'attrapa par le bras et lui braqua son revolver sur la poitrine.

Le sénateur eut beaucoup de mal à se faire connaître. Lorsqu'il put enfin sortir sa carte de parlementaire, le policier le laissa partir sans un mot d'excuse.

« *Cela est très regrettable, je vous présente toutes mes excuses* », s'est borné à dire au sénateur, Frey, ministre de l'Intérieur.

Notons que tous les députés algériens ont décidé de ne plus assister aux séances de nuit en raison du couvre-feu, bien que Chaban-Delmas ait annoncé que les mesures du couvre-feu ne seraient pas appliquées aux membres des Assemblées.

NOUVELLES MANIFESTATIONS D'ALGERIENS HIER SOIR

dans plusieurs localités de banlieue

DE nouvelles manifestations de travailleurs algériens ont eu lieu hier soir dans plusieurs localités de la banlieue de Paris.

400 arrestations ont été opérées à Corbeil.

A Colombes, trois à quatre cents Algériens manifestaient pacifiquement lorsque les policiers sont arrivés et après avoir bouclé les deux extrémités de l'avenue Henri-Barbusse, ont chargé les travailleurs algériens dont la plupart furent sérieusement blessés.

Vers 20 h. 15, un groupe important, évalué à environ 2.000 manifestants, venus de La Garenne-Colombes et Courbevoie, se sont mis en route par le pont de Charlebourg en direction du rond-point de la Défense.

Ils se sont ensuite dispersés en scandant : « *Algérie algérienne* », « *Libérez Ben Bella* ».

A minuit, la préfecture de police annonçait qu'il y avait eu 4.000 manifestants, 2 morts, 1.500 arrestations et de nombreux blessés.

Un déplacement de force de police considérable

A l'entrée du pont de Neuilly, au bas de l'avenue Charles-de-Gaulle, d'importantes forces de CRS étaient en position à l'entrée du pont.

Tout le long du pont, 25 camions environ étaient immobilisés le long des trottoirs ainsi que plusieurs autobus vides.

●

Grève générale des commerçants algériens dans la région parisienne

Selon les services de police eux-mêmes, la grève des commerçants algériens a été suivie, hier, à 100 %.

En direction de l'Etoile, à hauteur du métro Sablons, également à hauteur de la porte Maillot, d'autres C.R.S. et des policiers casqués se tenaient prêts à intervenir.

Enfin, place de l'Etoile, à hauteur du débouché de l'avenue Wagram, plusieurs cars de police étaient également alignés sur le trottoir et on remarquait quelques policiers casqués à hauteur des bouches du métro des Champs-Elysées. Il en était de même sur la place de la Concorde, à proximité du jardin des Tuileries, place de la République, place Saint-Michel, place de Rennes.

Place de la République et place Saint-Michel, les policiers armées de longues matraques pourchassent les Algériens.

A Nanterre la police tire : deux morts

Vers 22 h. 30, les policiers ont ouvert le feu à Nanterre, à l'angle des rues de Stalingrad et du Chemin-de-Fer.

300 à 400 Algériens, parmi ceux qui s'étaient dispersés au rond-point de la Défense, manifestaient en effet dans les rues de la localité aux cris de : « Algérie algérienne. » Devant la gare, des policiers les attendaient. Il y eut d'abord des matraquages, puis des coups de feu furent tirés. Quelques instants plus tard, plusieurs Algériens étaient étendus sur le trottoir de la gare ; parmi eux, il y avait deux morts. Une demi-heure plus tard, un blessé gisait encore sur la chaussée.

Combien de morts ?

Le tragique bilan des manifestations se traduit officiellement par deux morts et soixante-quatre blessés. Ces chiffres semblent, malheureusement, être bien en-dessous de la réalité. La dépêche « 106 B » de l'A.F.P. annonce en effet que, rien qu'à Puteaux, avenue du Général-de-Gaulle, deux morts ont été retrouvés. Ils étaient âgés respectivement de 20 et 44 ans. On sait aussi qu'un garçon de 15 ans a été tué au pont de Neuilly.

Un quatrième, Guy Chevalier, né à l'Ile de Batz (Finistère) et travaillant sur une péniche de la Société Maritime de Transports Fluviaux, amarré à Nanterre, a été pris par hasard dans la manifestation du quartier Plaisance (14e arrondissement) et mortellement blessé à la tête.

« **Paris-Jour** » fait état d'un bilan officieux selon lequel il y aurait au moins vingt morts parmi les Algériens et une centaine de blessés.

Rien qu'à l'hôpital Cochin, on comptait hier vingt hospitalisés dont seize étaient blessés par balles. A l'Hôtel-Dieu sont arrivés vingt-deux blessés, sept, à Lariboisière, un à Bichat, de nombreux autres à Beaujon, Laënnec et dans les hôpitaux du 17e arrondissement. Plusieurs sont très grièvement atteints.

FREY : *Les mesures prises seront maintenues*

A 23 h., la nuit dernière, le ministre de l'Intérieur Frey a fait devant l'Assemblée une courte déclaration sur la manifestation des Algériens de mardi soir. Le ministre s'est employé tout d'abord à justifier les mesures prises contre les Algériens — couvre-feu à 20 h. 30 — et qui ont motivé la manifestation. Selon lui, rien n'était plus nécessaire que cette répression collective qui a abouti, dit-il à... isoler le F.L.N. de la masse des musulmans !

Frey a fait ensuite, à sa manière, le récit de la manifestation. Il a rappelé le bilan des morts et des blessés qui est déjà connu. Selon lui « *c'est la fermeté du service d'ordre qui a empêché que la manifestation se solde par un bilan plus sanglant encore !* »

Il a parlé d'échange de coups de feu entre Algériens et le service d'ordre sans expliquer comment seuls les Algériens ont pu être blessés ou tués par balles alors qu'aucun policier n'a été blessé par balle. En conclusion, le ministre a déclaré : « *Les mesures prises seront maintenues* ».

La déclaration du ministre n'était suivie d'aucun débat. Seul, un orateur était autorisé à répondre au gouvernement. Comme par hasard, il s'agit d'un orateur de l'U.N.R. Souchal. L'intervention de celui-ci a donné lieu à de vifs incidents.

La mauvaise humeur des ultras à l'égard de Souchal n'avait guère de raison valable. En effet, prenant prétexte du fait que le Bureau Politique de notre Parti appelle les travailleurs français, tous les démocrates à la solidarité indispensable avec les travailleurs algériens, celui-ci s'est employé à réclamer des mesures répressives accrues.

1.500 Algériens expulsés dans les 48 heures

Le Conseil des ministres, réuni hier sous la présidence du général de Gaulle, a décidé d'expulser dans les 48 heures quinze cents Algériens. D'autres seront expulsés par la suite. Chaque expulsé fait l'objet d'une « assignation à résidence » en Algérie.

Cinq cents doivent dès ce matin être refoulés en Algérie.

Renforts de police

D'autre part, de nouvelles forces seront mises à la disposition du préfet de police. Il est question de six compagnies de C.R.S. et de quatre escadrons de gendarmerie mobile.

A KRIEY

Drapeau F.L.N. au tribunal

Sept Algériens comparaissaient, avant-hier, au tribunal de Krieg. Ils ont brandi le drapeau vert et blanc à croissant et étoiles rouges et ont chanté l'hymne F.L.N. Le président a fait évacuer le prétoire et a appelé des renforts de gendarmerie.

Une protestation de 40 députés et sénateurs algériens

Le Rassemblement Démocratique Algérien qui groupe une quarantaine de députés et sénateurs algériens, a publié hier un communiqué pour « *protester avec force contre les traitements infligés aux Algériens musulmans dans la région parisienne, manifestants pacifiques contre les mesures discriminatoires qui les frappent, exécutées avec un acharnement qui n'échappe à aucun observateur* ».

Ce communiqué souligne « *la différence de comportement à l'égard des événements qui se sont déroulés au même moment à Paris et à Oran et la facilité avec laquelle est « ouvert le feu » quand il s'agit de manifestants musulmans* ».

Il s'élève « *contre les décisions arbitraires prises — et axiomatiquement approuvées — de procéder à l'expulsion des travailleurs algériens musulmans résidant en métropole, alors que des mesures de même nature ne sont pas édictées contre les fauteurs de troubles et les auteurs d'actes odieux comme les « ratonnades » d'Alger et d'Oran, dont sont victimes quotidiennement les populations laborieuses musulmanes d'Algérie* ».

Le Mouvement de la Paix

Urgente nécessité de la négociation avec le G.P.R.A.

Dans un communiqué, le bureau national du Mouvement de la Paix, après s'être élevé contre le déchaînement des brutalités policières, déclare :

« Ces graves événements ne font que confirmer l'urgente nécessité de la négociation avec le GPRA pour la solution pacifique du problème algérien et le rétablissement de la paix.

Tous les Français doivent unir leurs efforts pour exiger l'ouverture immédiate de cette négociation. »

LA C.F.T.C. : Il faut reprendre immédiatement les négociations avec le G.P.R.A.

Le bureau confédéral de la CFTC a lancé un appel déclarant que « **partout, dans les usines, les chantiers, les bureaux, les militants et les organisations CFTC multiplient leurs efforts pour réclamer la reprise des négociations entre la France et le GPRA** ».